

Unité départementale du Hainaut
Parc d'activités de l'aérodrome
BP800
59309 Valenciennes Cedex

Valenciennes, le 14/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOUCHONNERIE CAPSULERIE USINES J REMY - site de la ZI

61 rue Anatole France
BP-12
59490 Somain

Références : 2025-V1-244
Code AIOT : 0100032699

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement BOUCHONNERIE CAPSULERIE USINES J REMY - site de la ZI implanté Zone d'Activité de la Renaissance Rue Léonard de Vinci 59490 SOMAIN. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection entre dans le cadre du récolement de l'Arrêté de mise en demeure de régularisation administrative du 05 août 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUCHONNERIE CAPSULERIE USINES J REMY - site de la ZI

- Zone d'Activité de la Renaissance Rue Léonard de Vinci 59490 SOMAIN
- Code AIOT : 0100032699
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BOUCHONNERIE CAPSULERIE USINES J REMY est spécialisée dans la fabrication de capsules. Les produits fabriqués sont des capsules pour bouteilles de vin, des coiffes de vin pétillant (champagne, cidre, mousseux).

Les sociétés La Bouchonnerie Capsulerie USINES J. REMY, Société Nouvelle DISTRIPAC (ou DISTRIPAC) et SERLEM appartiennent à TALAMA, une holding financière.

La société TALAMA (SIRET 50327112400011) est administrateur des sociétés :

- La Bouchonnerie Capsulerie USINES J REMY (SIRET : 04565053800023);
- DISTRIPAC (SIRET : 34187453500022);
- SERLEM (SIRET : 38017518200035).

En 1993, la société SERLEM a déclaré son siège social dans la zone d'activités de la Renaissance à Somain. En 2006, son siège social a été transféré au 61, rue Anatole France. Enfin, en 2008, la holding regroupant l'ensemble des sociétés (La Bouchonnerie Capsulerie USINES J. REMY, DISTRIPAC et SERLEM) a été créée.

L'ensemble des sociétés a aujourd'hui un siège social unique au 61, rue Anatole France, 59490 Somain.

Lors de la visite, l'inspection constate que les locaux sont occupés par les sociétés DISTRIPAC et La Bouchonnerie Capsulerie USINES J. REMY.

Les activités exercées par ces sociétés sont les suivantes :

- la fabrication de manchons thermorétractables;
- l'impression par héliogravure des bobines;
- mise en forme des capsules ou de la coiffe par travail mécanique des métaux.

Le déplacement des activités de La Bouchonnerie Capsulerie USINES J. REMY fait suite à l'incendie du site du centre-ville (61, rue Anatole France) survenu en 2021, qu'il exploitait sans autorisation au titre de la législation des ICPE.

Des échanges écrits et verbaux avec l'exploitant, il ressort que La Bouchonnerie Capsulerie Usines J Rémy est l'exploitant de fait.

Le site est localisé dans la zone industrielle de Somain et est accessible depuis la route départementale 95 (rue Wilson prolongée). Il s'étend sur une superficie d'environ 28000 m² et accueille un bâtiment industriel d'environ 4000 m² ainsi qu'une voie d'accès desservant une seule façade et le parking du personnel. Le site est, pour le reste, engazonné et essentiellement composé de friches. L'extension est en cours de construction, et un nouvel accès a été créé depuis la rue Léonard de Vinci.

L'ensemble des parcelles est implanté en zone Uea qui correspond à la ZAC intercommunale de la Renaissance dont la vocation est spécifiquement dédiée à l'accueil des activités industrielles, tertiaires, artisanales, commerciales, de bureau et de services.

Le site est d'ailleurs entouré par d'autres industries :

- Au nord par la société ENDEL, spécialisée dans la chaudronnerie ;
- À l'est par la caserne du SDIS du Somain ;
- Au sud par un atelier de réparation de poids-lourds exploité par la société VOLVO TRUCKS et une prairie sur laquelle sera étendu le site ;
- À l'est, le site est séparé par la route de l'établissement scolaire Institution Notre Dame de la Renaissance.

Le regroupement des activités des 2 sociétés (La Bouchonnerie Capsulerie Usines J Rémy et DISTRIPAC) s'accompagne notamment des modifications suivantes :

- la construction de l'extension bâtiment industriel;
- et la modification du bâtiment existant, dans le but de réorganiser l'ensemble des activités. Les machines constituant le process seraient regroupées par type et des zones de stockage dédiées aux encres, matières premières diverses et produits finis seraient aménagés.

L'exploitant a présenté à l'inspection, lors d'une réunion en octobre 2023, le projet d'une demande d'examen au cas par cas dont l'objet était le regroupement des activités du groupe. Le dossier finalisé n'a pas été déposé.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Autre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Hors des points de contrôle, visés lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué qu'il n'avait plus de responsable environnement, licenciée peu de temps avant l'inspection. L'exploitant est donc en cours de processus de recrutement d'un nouveau responsable environnement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Régularisation Administrative	AP de Mise en Demeure du 05/08/2024, article 1	Suppression ou fermeture, Amende	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Contrairement aux exigences de l'arrêté de mise en demeure du 05/08/2024, l'exploitant n'a pas transmis de courrier indiquant qu'il optait pour la cessation d'activité ou la poursuite d'exploitation. De plus il n'a pas transmis de demande d'autorisation.

L'exploitant a rapatrié sur le site de la Zone d'activité de la Renaissance les activités de La Bouchonnerie Capsulerie Usines J Rémy du site de centre-ville, site qui lui aussi a été exploité sans l'autorisation requise.

L'inspection constate que les conditions actuelles d'exploitation sont dangereuses et polluantes.

En effet, l'inspection a constaté de nombreux manquements à la sécurité et à la protection de l'environnement, en particulier :

- des produits inflammables sont stockés en extérieur, hors rétention, à proximité d'un établissement scolaire ;
- les rejets atmosphériques de Composés Organiques Volatils (COV) dépassent largement les valeurs limites réglementaires ;
- le bâtiment est dépourvu de désenfumage et mal équipé pour la lutte contre l'incendie ;
- les poteaux incendie ont été dévoyés dans le cadre des travaux d'extension du bâtiment ;
- les quantités de produits dangereux stockés sont difficilement identifiables.

L'inspection ajoute également le caractère de récidive de l'exploitant.

Compte tenu de la dangerosité et de la pollution émise, l'inspection propose à M. le préfet du Nord de prendre une amende administrative de 10 000 € au titre du L.171-7 du code de l'environnement.

Ainsi, conformément à l'article L.171-7 II du code de l'environnement, il est donc proposé à M. le préfet du Nord un arrêté de fermeture de l'installation en l'absence de régularisation administrative de l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régularisation Administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/08/2024, article 1
Thème(s) : Situation administrative, exploitation illégale
Prescription contrôlée : La société La BOUCHONNERIE CAPSULERIE USINES J REMY dont le siège social est situé au 61 rue ANATOLE FRANCE 59490 SOMAIN est mise en demeure de régulariser sa situation administrative sur le site qu'elle exploite dans la Zone d'activité La Renaissance 59490 Somain soit en : <ul style="list-style-type: none">• déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale complet et régulier par téléprocédure via l'application du Guichet Unique Numérique de l'environnement (GUNenv.) ;• cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement. Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• Dans un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options, il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;• Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement ;• Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de six mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.). Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.
Constats :

En premier lieu, l'exploitant n'a pas transmis de courrier indiquant qu'il optait pour la cessation d'activité ou la poursuite d'exploitation. De plus, il n'a pas transmis de demande d'autorisation.

Lors de la visite, l'inspection constate que le site est en activité. Des travaux d'extension du bâtiment existant sont également en cours et l'activité et les stockages se sont accrus depuis la précédente visite.

1. À l'extérieur du bâtiment :

1.1 Stockage

Sur une partie du parking constituée de granulats (surface perméable), sont entreposés plus d'une centaine de fûts de peinture/encre, une vingtaine de conteneurs de solvants (dont plus de la moitié hors rétention), des palettes et des big-bags de déchets non identifiés.

Ces produits inflammables sont stockés à proximité immédiate des véhicules du personnel. Les stockages se trouvent à l'arrière de la clôture, le long de la RD957 (rue Wilson prolongée), séparant le site de l'établissement scolaire Institution Notre-Dame de la Renaissance.

Ils sont exposés aux intempéries et à l'ensoleillement.

L'inspection constate que :

- le stockage de produits dangereux hors rétention, sur surface perméable, constitue un manquement à la préservation de l'environnement;
- le stockage de produits inflammables exposés au soleil contrevient aux consignes de sécurité figurant sur l'étiquetage et constitue un risque en matière de prévention incendie;
- en cas d'incendie, la configuration des installations empêche la possibilité de confiner les eaux polluées qui s'infiltreraient dans les sols.

1.2 Incinérateur Composés Organiques Volatils (COV)

Un incinérateur de COV d'occasion, acquis pour traiter les composés organiques volatils, est entreposé à l'extérieur, sur une zone enherbée. Il n'est pas en service et n'est pas raccordé à l'installation.

L'exploitant indique être en attente de pièces de rechange.

1.3 Poteaux incendie

Dans la zone en travaux, l'inspection constate le dévoiement des poteaux incendie.

L'exploitant précise avoir informé le SDIS dans le cadre du permis de construire. Toutefois, lors d'un échange, les services du SDIS découvrent que le site relève du régime ICPE, information qui n'avait pas été transmise.

L'inspection constate l'absence de moyens extérieurs de lutte contre l'incendie sur un site stockant des produits inflammables et ne disposant pas de réserve incendie. Elle rappelle qu'un incendie s'est déjà produit sur l'ancien site du centre-ville, événement à l'origine du déménagement.

Elle relève que l'exploitant ne semble pas pleinement conscient du risque incendie lié à l'utilisation de liquides inflammables de catégorie 3.

2. À L'intérieur du bâtiment

2.1 Extension du bâtiment existant

Les travaux d'extension sont en cours : les murs sont montés, la toiture posée et équipée d'ouvertures, et la dalle béton en cours de réalisation.

L'inspection interroge l'exploitant sur les dispositions constructives de ce nouveau bâtiment, d'environ 4000 m².

L'inspection demande à l'exploitant qu'elle est la destination de cette extension. En réponse, l'exploitant explique qu'elle serait destinée à recevoir, les stockages et la partie expédition de l'activité.

2.2 Bâtiment existant

Zone de stockage de caisses bois et palettes

L'inspection constate la présence d'une zone de stockage en caisses en bois et de palettes à l'entrée. Le stockage des caisses en bois sur trois hauteurs atteint le plafond du bâtiment.

Air

L'exploitant explique que l'ensemble des activités précédemment situées en centre-ville ont été transférées dans le bâtiment.

L'atelier d'héliogravure y est présent. L'atmosphère y est caractérisée par une odeur prégnante de solvants.

L'exploitant déclare avoir mis en place un système d'aspiration, mais sans traitement qui se rejette à l'extérieur en face côté le parking.

Dans la zone où, les différentes gaines d'aspiration rejoignent la gaine principale, l'odeur de solvant s'intensifie nettement, ce qui laisse supposer que le dispositif présente des fuites.

L'inspection interroge l'exploitant sur la réalisation de campagnes de mesure des solvants dans l'air ambiant. L'exploitant indique ne pas encore les avoir effectuées.

L'inspection constate que le solvant utilisé est de l'acétate d'éthyle (CAS 141-78-6) pure ou en dilution.

L'inspection constate l'absence de traitement et de surveillance des émissions dans l'air du site.

Par courriel du 30 juin 2025, l'exploitant a transmis les résultats d'analyses de la qualité de l'air rejeté par le système de ventilation. Ils révèlent une concentration moyenne des Composés Organiques Volatils non méthaniques (COVnm) de 577,8 mg/m³ et un flux de 6,029 kg/h.

Les valeurs seuil fixées par la réglementation (Article 30 de l'arrêté ministériel du 2/2/1998) sont dans ce cas :

"La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 75 mg/m³.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser :

25 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 25 tonnes par an ;

20 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an."

En l'occurrence, les mesures dépassent de plus de sept fois cette valeur seuil.

L'inspection constate que les émissions polluantes ne sont absolument pas maîtrisées. Elle est d'autant plus préoccupée par les concentrations mesurées ne concernant que la part des COV captés, le système de ventilation n'interceptant qu'une fraction des émissions

Rétention et souillures des sols

Dans l'atelier, les fûts d'encre et de peinture PVC sont pour la plupart entreposés directement sur la dalle. Des coulures et des égouttures sont observées dans les allées et entre les différentes lignes d'impression.

Désenfumage/défense incendie

Le bâtiment est dépourvu de système de désenfumage.

Quelques extincteurs sont présents, dont un mobile au centre de l'atelier, difficilement repérable du fait de l'encombrement.

L'inspection constate l'absence de moyen de défense incendie au regard de matières stockées et des activités présentes dans le bâtiment.

Local de stockage des encres, peintures, solvants et vernis

Entre l'atelier d'héliogravure et le secteur des conditionnements, et de colisage se trouve une pièce dédiée au stockage des encres, peintures, solvants et vernis.

Cette pièce sert à stocker des produits inflammables (catégorie3).

Les fûts sont entreposés sans rétention, directement sur palettes ou planches dans des racks. Le sol, les racks et les fûts sont souillés de coulures et d'égouttures.

Des conteneurs GRV sont partiellement placés sur rétention, mais la capacité est insuffisante et certains débordent, provoquant des flaques de solvant et vernis.

La pièce ne dispose ni de désenfumage, ni de moyens d'extinction.

L'exploitant est incapable de préciser les quantités lors de la visite.

Par courriel du 4 juin, il transmet un inventaire (arrêté au 31 mars) faisant état d'un total de 26,4 tonnes de liquides inflammables, dont 15,87 tonnes de solvants et vernis. L'analyse des photographies laisse penser que la quantité réelle est supérieure.

L'inspection constate que le stockage des liquides inflammable ne respecte pas la réglementation, les principes élémentaires de prévention des risques et des pollutions sont absents.

L'inspection constate que l'état des stocks n'est pas tenu à jour et n'est pas fiable.

Zone de travail mécanique des métaux, de colisage et expédition

Dans cette seconde partie du bâtiment sont présentes les activités suivantes :

- Travail mécanique de métaux;
- Colisage, mise sous pli;
- Expéditions.

Y sont également stockés : bobines de métal, films plastiques, papiers, cartons...

Bureaux

En mezzanine, au centre du bâtiment, se trouvent les bureaux, la salle de réunion et le réfectoire. Lors de l'échange dans la salle de réunion, l'inspection constate une odeur de solvants particulièrement forte et entêtante.

3. Dossier de demande d'autorisation

Après la visite, l'exploitant transmet par courriel du 15 mai 2025 le bon de commande signé avec SOCOTEC pour préparer une demande d'autorisation environnementale.

Il indique par courriel du 1 juillet 2025 envisager le dépôt du dossier d'ici fin juillet.

Le 24 septembre 2025, un dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé par téléprocédure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de la dangerosité du site et de la pollution émise par le site sans surveillance, l'inspection propose à M. le préfet du Nord de prendre une amende administrative de 10 000 € au titre du L.171-7 du code de l'environnement.

De plus, compte tenu de l'absence régularisation administrative de l'activité soumise à autorisation, conformément à l'article L.171-7 II du Code de l'environnement, il est donc proposé à M. le préfet du Nord un arrêté de fermeture de l'installation en l'absence de régularisation administrative de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suppression ou fermeture, Amende

Proposition de délais : 7 jours